

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE Cedex

Lille, le
18 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOPROGAZ

RUE DE L'INDUSTRIE
Z.I. N 2
60 000 BEAUVAIS

Références : IC-R/0407/23-RM/ED/VM
Code AIOT : 00051.00901

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement SOPROGAZ implanté 13 rue de l'Industrie – Z.I. N 2 – 60 000 BEAUVAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit de la cadre du récolement de l'arrêté de mise en demeure du 04 février 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPROGAZ
- 13 rue de l'Industrie – Z.I. N 2 – 60 000 BEAUVAIS
- Code AIOT : 00051.00901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans la production de gaz industriel liquéfié : gaz industriels et médicaux, gaz élémentaires, air liquide ou comprimé, gaz réfrigérants, gaz industriels mélangés, gaz inertes tel l'anhydride carbonique et gaz isolants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le plan de modernisation des installations industrielles ;
- Le suivi en service des équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suivi MMRI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	/	Sans objet
9	Périodicité des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programmes d'inspection ou de surveillance	AP de Mise en Demeure du 04/02/2021, article Art.1	/	Sans objet
2	Visite de surveillance	AP de Mise en Demeure du 04/02/2021, article Art.1	/	Sans objet
4	Plan de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Sans objet
5	Gestion des désordres	Arrêté Ministériel du 10/10/2010, article 8	/	Sans objet
6	Liste des ESP – Organisation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
7	Liste des ESP – Recensement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Liste des ESP – Formalisme	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
10	Périodicité des inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	/	Sans objet
11	Périodicité des requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet
12	Dossiers d'équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	/	Sans objet
13	ESP n°1 : CR d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	/	Sans objet
14	ESP n°1 : PV de Requalification Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	/	Sans objet
15	ESP n°2 : CR d'Inspection Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	/	Sans objet
16	ESP n°2 : PV de Requalification Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les mesures prises par l'exploitant à la suite de l'arrêté de mise en demeure du 04 février 2021 permettent de répondre aux prescriptions réglementaires applicables. L'Inspection propose donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure. À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral proposant abrogation est joint au présent rapport.

La visite a permis également d'aborder l'organisation de l'exploitant concernant le suivi en service des équipements sous pression.

L'Inspection a pu constater 2 non-conformités, pour lesquelles l'Inspection formule des Faits Susceptibles de Suites :

- 1 concernant le plan de modernisation des installations industrielles, d'ordre documentaire ;
- 1 concernant le suivi en service des ESP, relative au non-respect d'échéance de réalisation d'inspections périodiques. Cette non-conformité était sur le point d'être régularisée au moment de la rédaction du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programmes d'inspection ou de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/02/2021, article Art.1
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer des programmes d'inspection ou de surveillance des ouvrages de génie civil et structures de type cuvettes de rétention et fondations associés aux réservoirs T401, T402, et T406 visées par le plan de modernisation des installations industrielles
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection les réservoirs soumis au titre du PM2I au sein de son établissement. Les réservoirs sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• T 401 et T 402 qui sont des réservoirs de stockage d'oxygène liquide ;• T 406 qui est un réservoir de stockage d'azote liquide. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le réservoir T 405, qui est un réservoir de stockage d'azote liquide qui se trouve dans la même cuvette de rétention que le réservoir T 406, n'était pas soumis au PM2I mais qu'il effectuait des contrôles similaires aux réservoirs soumis. L'exploitant a également indiqué à l'Inspection que, suite à l'arrêté de mise en demeure de février 2021, il avait sollicité l'APAVE afin d'effectuer un recensement exhaustif de l'ensemble des équipements soumis au PM2I au sein de son site. Lors de l'inspection de novembre 2020, il avait été constaté l'absence de plans d'inspection pour les ouvrages de génie civil des réservoirs soumis au PM2I pré-cités. Par arrêté préfectoral du 04/02/2021, l'exploitant a été mis en demeure de corriger cette non-conformité. Durant la visite du 14 septembre 2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant possédait désormais les programmes d'inspections à jour des ouvrages de génie civil et structures de type cuvettes de rétention et fondations associés aux réservoirs T401, T402, et T406 visées par le plan de modernisation des installations industrielles. Compte tenu des constats, l'Inspection propose <u>de lever la non-conformité.</u>
Observation 1 : L'exploitant transmettra à l'Inspection les programmes de surveillances des ouvrages de génie civil des réservoirs soumis au PM2I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Visite de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/02/2021, article Art.1
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer des rapports de visite de surveillance des ouvrages de génie civil et structures de type cuvettes de rétention et fondations associés aux réservoirs T401, T402 et T406
Constats : Lors de l'inspection de novembre 2020, il avait été constaté l'absence de rapports de visite des ouvrages et des structures de type cuvette de rétention et fondations associés aux réservoirs T401, T402 et T406 visés par le plan de modernisation des installations industrielles. Par arrêté préfectoral du 04/02/2021, l'exploitant a été mis en demeure de corriger cette non-conformité. Durant la visite du 14 septembre 2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant possédait désormais les rapports de visite de surveillance à jour pour les ouvrages de génie civil et structures de type cuvettes de rétention et fondations associés aux réservoirs T401, T402, et T406 visés par le plan de modernisation des installations industrielles. En séance, l'Inspection a pu étudier les rapports de la visite annuelle de 2023 des ouvrages de génie civil des réservoirs T401, T402 et T406 effectués par l'APAVE. Le modèle de rapport reprend les points de l'annexe « exemple de fiche de surveillance » du DT 92, spécifique aux ouvrages de génie civil. Au cours des échanges en salle, l'Inspection a indiqué à l'exploitant que les ouvrages de génie civil sont soumis au DT 97, spécifique aux réservoirs cryogéniques. Cependant, étant donné le peu de points de surveillance concernant le génie civil au sein de l'annexe « fiche de surveillance » du DT 97, l'Inspection trouve pertinente la reprise de la fiche du DT 92. Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur les éventuels points du DT97 à intégrer au sein de son modèle de rapport de visite de surveillance actuel. Compte tenu des constats, l'Inspection propose <u>de lever la non-conformité.</u>
Observation 2 : L'exploitant transmettra à l'Inspection, le cas échéant, son modèle de fiche de surveillance mis à jour avec l'intégration d'éventuels points de contrôles issus du guide DT 97. L'exploitant transmettra aussi les derniers rapports de surveillance concernant les ouvrages de génie civils soumis au PM2I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi MMRI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Un recensement précis des MMRI visées par le plan de modernisation doit être réalisé au plus tard le 31 décembre 2013 et une fiche de vie doit être établie pour chacune d'entre elles afin de synthétiser les données nécessaires à leur suivi.

Suivant les outils à disposition, la fiche de vie peut :

- être complètement traitée dans une seule base de données (éventuellement papier...) ;
- faire référence à des informations réparties dans différents systèmes (ex : GMAO, gestion électronique de documents, outils de gestion...) ;

Doivent être ainsi capitalisées les principales informations concernant les caractéristiques des MMRI :

- le lien avec le(s) scénario(s) justifiant la MMRI,
- le niveau de confiance associé,
- les standards de conception et/ou de construction utilisés (exemple : référence à des réglementations, des normes ou des standards internes à l'entreprise),
- les conditions environnementales, telles qu'elles sont visées au § 4.2.6.3 du présent guide,
- les fonctions de sécurité qu'elles assurent (exemple : description succincte de la fonction de sécurité assurée ou référence au logigramme de sécurité ou matrice causes/effets),
- le temps de réponse maximum si requis,
- la position de repli en cas de défaillance détectée (alarme signifiant la défaillance ou déclenchement automatique),
- la fréquence, la nature (unité en marche ou à l'arrêt) et les procédures de tests,
- le suivi réalisé (diagnostics, essais périodiques, inspections, mesures et résultats enregistrés, maintenances préventive et corrective) durant la vie de l'équipement,
- les réparations ou modifications éventuelles durant la vie de l'équipement et leur justification,
- les analyses des résultats de test, quand ceux-ci révèlent un comportement potentiel non sûr, durant la vie de l'équipement.

Constats :

L'exploitant indique à l'Inspection qu'il a mandaté l'APAVE afin de l'accompagner dans le recensement des MMRI soumis au DT93 sur la base de son étude de dangers. Au sein de son rapport, l'APAVE indique une liste mais l'exploitant n'est pas en mesure de nous indiquer les MMRI qui sont effectivement soumises au DT93 sur site.

L'Inspection décide par sondage de voir la fiche de vie de la MMRI capteur de pression associé au nœud papillon 3-3.

L'exploitant a présenté à l'Inspection une fiche qui présentait les différents composants de la chaîne de sécurité, la procédure de test liée aux capteurs et aux vannes de sécurité ainsi qu'un rapport de test 2021.

L'exploitant semble avoir plusieurs éléments correspondant à la fiche de vie de la MMRI au sein de ses différents dossiers internes. Cependant, durant la visite d'Inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter l'ensemble des éléments attendus de la fiche de vie de la MMRI conformément au DT 93 « Guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques ».

Fait susceptible de suite 1 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche de vie de la MMRI « capteur de pression » associée au noeud-papillon 3-3. L'exploitant devra, dans un délai de 1 mois, transmettre à l'Inspection la fiche de vie de la MMRI pré-citée conforme aux attentes du guide DT93.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus [...]. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant nous a présenté ses actions de maintenance préventives concernant ses équipements visés par le PM2I. Conformément au guide DT 97, l'exploitant indique que les actions de maintenance préventives sont bien faites <i>a minima</i> tous les 3 ans. Le service en charge des ESP du groupe Messer (actionnaire de Soprogaz) effectue chaque année le programme de maintenance à effectuer sur les équipements concernés. Le service s'assure que dans le rapport de visite annuelle de surveillance, une référence soit faite concernant les actions de maintenance préventive et le suivi du plan de maintenance. L'équipe d'inspection a pu observer que ces actions étaient bien tracées dans les rapports de visites annuelles en examinant par sondage un rapport sur l'un des réservoirs suivis. Si au cours de l'action de maintenance préventive, une action corrective doit être mise en place, alors une remarque figurera avec une échéance à respecter qui se retrouve au sein de la GMAO de l'exploitant. Afin de solder la remarque, le directeur d'exploitation du site doit envoyer les justificatifs de travaux au service ESP afin qu'il puisse solder l'action de maintenance en cours. L'exploitant indique faire un bilan annuel pour incrémenter son bilan historique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des désordres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus [...]. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

L'Inspection a interrogé l'exploitant sur ses modalités de gestion des désordres d'ordre 2 sur ses équipements visés par le PM2I.

L'exploitant ne possède pas de procédure interne propre à la gestion de ces désordres.

L'Inspection a pu observer que sur certains rapports de 2021, certaines installations de l'exploitant pouvaient présenter des désordres d'ordre 2. Dans ce cas, l'exploitant doit mener des investigations complémentaires associées à un délai.

L'Inspection a constaté que dans les rapports faisant état de tels désordre, l'exploitant et/ou l'organisme en charge du contrôle ne fixaient pas de délais. Néanmoins, il a été constaté qu'entre les deux visites annuelles, l'exploitant avait visiblement mis en œuvre les actions correctives nécessaires étant donné que les constats de l'année N+1 étaient tous « RAS ».

Observation n°3 : L'Inspection propose à l'exploitant de réfléchir à intégrer au sein d'outils dédiés ou existants la gestion des désordres relevés lors de contrôles réalisés au titre du PM2I, ainsi que le suivi des actions correctives.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste des ESP – Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation pour le suivi des ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'établissement SOPROGAZ de Beauvais produit de l'Oxygène liquide, de l'azote liquide et de l'Argon liquide. Le site appartient à une Joint-Venture détenue à la fois par Air Products et par Messer. Il compte 5 employés : 1 Directeur et 4 techniciens. Les fonctions-supports sont assurées par les services centraux de Messer.

En particulier, les Équipements Sous Pression (ESP) de l'établissement SOPROGAZ de Beauvais sont suivis directement par l'équipe ESP de Messer France basée à Mitry-Mory. Au sein du service Ingénierie, cette équipe compte 4 personnes : 3 inspecteurs (dont le Chef de service) et 1 assistante. Le suivi réalisé depuis Mitry couvre tous les sites de production de Messer, ainsi que les équipements installés chez des clients.

Les missions de suivi des ESP depuis Mitry-Mory sont notamment :

- l'établissement et la mise à jour des listes d'ESP ;
- la rédaction des plans d'inspections et programmes de contrôles ;
- le suivi des échéances réglementaires ;

- la programmation des inspections et requalifications périodiques, la mise à disposition des équipements et la sollicitation des Organismes Habilités ;
- le maintien à jour des dossiers d'équipements.

Naturellement, la préparation des contrôles réglementaires (planification et mise à disposition des équipements) se fait en lien avec les agents d'exploitation du site de Beauvais.

Les inspecteurs ESP du service de Mitry peuvent réaliser eux-mêmes des inspections périodiques des équipements en tant que personnes compétentes. Lors de la présente inspection DREAL, l'équipe d'inspection n'a pas abordé la gestion des formations, de la compétence et de l'habilitation de ces agents pour réaliser ces inspections périodiques (dispositions de l'art. 17 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017).

L'exploitant fait intervenir plusieurs Organismes Habilités pour les missions suivantes :

- Réalisation des contrôles réglementaires sur les ESP : contrôles de mise en service, visites initiales, inspections et requalifications périodiques ;
- Réalisation des Examens Non Destructifs (END) lors des visites ;
- Approbation des plans d'inspection et des programmes de contrôles.

L'activité du site n'est pas saisonnière. Généralement, chaque année, l'exploitant procède à un arrêt de production mais à des périodes qui peuvent varier en fonction de la demande des clients et des coûts de l'énergie. L'exploitant a confirmé que les contrôles réglementaires d'ESP nécessitaient la mise à l'arrêt des équipements, donc ces contrôles sont faits pendant ces périodes d'arrêt.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Liste des ESP – Recensement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des ESP listés

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Par mél de l'exploitant du 24/04/2023, la liste d'ESP a été transmise à la DREAL en préalable à la visite. L'exploitant a retransmis *a posteriori* sa liste mise à jour le 06/06/2023 pour prendre en compte l'inspection périodique d'un groupe froid.

La liste dénombre 118 équipements, dont :

- 106 récipients ;
- 11 tuyauteries et ;
- 1 ensemble (groupe froid).

Hormis le groupe froid (contenant du gaz frigorigène R410A), les autres récipients contiennent de l'air comprimé, de l'Oxygène, de l'Azote ou de l'Argon.

Les tuyauteries contiennent uniquement de l'azote comprimé.

À la demande de l'équipe d'inspection, les représentants de l'exploitant ont confirmé qu'il n'y avait pas sur site de générateur de vapeur ou d'équipements contenant du gaz naturel.

L'exploitant a également confirmé être propriétaire de tous les équipements sur le site Soprogaz de Beauvais.

Cette liste découle d'une liste pré-existante à la reprise de la thématique par le Responsable de l'équipe ESP de Messer/Mitry.

En cas d'évolution matérielle sur site, les formulaires de gestion des modifications demandent d'étudier l'impact en matière d'ESP. Par ailleurs, lors des formations internes sur les ESP, le Responsable de l'équipe ESP incite les agents d'exploitation à contacter son équipe pour toute question ou en cas de doute sur la thématique ESP.

En pratique, le parc des ESP listés pour le site de Soprogaz n'a pas beaucoup évolué depuis 30 ans : les dernières modifications ont consisté à remplacer des équipements pour assurer la même fonction.

Lors des échanges, les représentants de l'exploitant ont confirmé l'absence d'équipements à l'arrêt ou au chômage sur site. L'exploitant a indiqué ne pas utiliser les dispositions du guide « chômage » : en cas de remise en service d'un équipement après une période d'arrêt significative, une requalification complète est réalisée au préalable.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Liste des ESP – Formalisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de la liste des ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

La liste transmise en amont de la visite (mél du 24/04/2024) indiquait bien, pour chaque équipement, son type, son régime de surveillance, les dates des précédentes et prochaines inspections et requalifications périodiques.

La liste comportait également certains renseignements non obligatoires mais intéressants en vue du suivi en service des équipements : Ps, Volume, Produit Ps*V, périodicités des inspections et requalifications périodiques, fabricant et n° de fabrication, localisation, et équipement associé.

La liste de l'exploitant comporte bien toutes les informations minimales requises par l'art. 6.III de l'AM du 20/11/2017. Et pour le groupe froid (Chiller), la liste indique bien les renseignements complémentaires requis par la fiche technique n°7 du Cahier Technique Professionnel USNEF du 23/07/2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Périodicité des inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois.</p> <p>Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le suivi en service de ses ESP soumis, l'exploitant applique très majoritairement les dispositions du chapitre I de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, c'est-à-dire <u>AVEC plans d'inspection</u> par application de Cahiers Techniques Professionnels (CTP).</p> <p>1) 87 équipements de type récipients ont des plans d'inspection par application du Cahier Technique Professionnel n°152-01 A du 20/12/2019 intitulé « Disposition spécifiques applicables aux équipements sous pression à simple paroi constitutifs d'installations non frigorifiques fonctionnant à basse température » (« boîte froide »).</p> <p>Concernant le caractère applicable du CTP, l'exploitant a confirmé que les fluides contenus dans les équipements du site de Beauvais étaient exempts d'humidité et à des températures très inférieures à -50°C : généralement à -183°C ou -196°C. Les équipements sont en acier inox ou en alliage d'aluminium.</p>

Après leur inspection périodique de fin octobre 2023, ces équipements seront suivis avec des périodicités d'IP à 60 mois et de RP à 120 mois, conformément au §5 du CTP. En attendant, la périodicité d'IP applicable reste celle préconisée par la précédente version du CTP (version de 2007), soit une périodicité d'IP de 40 mois (les périodicités de RP étaient déjà préconisées à 120 mois).

Comme demandé par le § 9 du Cahier Technique Professionnel, l'exploitant a rédigé une procédure encadrant le suivi en service des ESP suivis selon ce CTP. Il s'agit de la procédure réf. FR.04.13.Proc.001 de 2021 présentée en séance. L'exploitant a fait valider cette procédure à la fois par la Direction Technique de l'APAVE et par le Bureau Véritas.

2) 3 équipements de type récipients ont des plans d'inspection par application du Cahier Technique Professionnel n°152-02 D du 28/11/2019 intitulé « Dispositions spécifiques applicables aux récipients à double paroi utilisés pour la production ou l'emmagasiner de gaz liquéfiés à basse température, aux réchauffeurs cryogéniques atmosphériques dits « HP » et de type « piscine ».

Pour ces équipements, l'exploitant applique notamment les périodicités maximales permises par le CTP à savoir 6 ans pour les IP et 12 ans pour les RP.

L'exploitant n'applique pas les modalités de requalification périodique en usine du § 5.1.5 du CTP (seulement pour les ESP mis à disposition chez ses clients, donc le site de Soprogaz / Beauvais n'est pas concerné).

3) Le groupe froid Chiller est suivi grâce à 1 plan d'inspection rédigé par application du Cahier Technique Professionnel du 23/07/2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression.

Les autres équipements sont suivis sans plans d'inspection en application de CTP ou guides professionnels.

À noter que les 11 tuyauteries soumises à suivi en service sont suivies avec programmes de contrôles et 3 récipients bénéficient d'aménagement pour leur décalorifugeage lors des visites en application de la fiche AQUAP 2005/01 (sans besoin de rédaction d'un plan d'inspection).

Le Cahier Technique Professionnel n°152-01 (« boîtes froides ») a fait l'objet d'une mise à jour en décembre 2019. Comme indiqué précédemment, la version 2007 du CTP n°152-01 préconisait des périodicités d'inspections périodiques de 40 mois et de Requalifications Périodiques de 120 mois. La version de 2019 du CTP préconise des périodicités d'inspections périodiques de 60 mois (et de requalifications périodiques inchangées à 120 mois).

La décision BSERR n°20-011 du 10 mars 2020, qui reconnaît la nouvelle version du CTP, fixe des modalités d'application à son article 6. En particulier, il est indiqué que :

« (...) Les nouvelles périodicités et les contenus des inspections et des requalifications périodiques définies au paragraphe 5 du Cahier Technique Professionnel mentionné à l'article 2 de la présente décision sont applicables à partir de la première inspection périodique ou de la première requalification périodique suivant la date d'approbation du Cahier Technique Professionnel. (...) ».

Sur l'établissement Soprogaz / Beauvais, les 87 ESP suivis en application des préconisations du CTP n°152-01 (« boîtes froides ») ont fait l'objet d'une requalification périodique en novembre 2019, c'est-à-dire suivant les dispositions du CTP version 2007. Ainsi, la périodicité maximale d'Inspection périodique permise par le CTP applicable (version 2007) est de 40 mois, c'est-à-dire une échéance à mars 2023.

En attendant la prochaine Inspection périodique de ces 87 équipements, :

- la périodicité d'Inspection Périodique indiquée à 48 mois dans la liste d'équipement établie au titre de l'art. 6-III de l'AM du 20/11/2017 est incorrecte ;
- ces mêmes équipements sont, dans les faits, en dépassement d'échéance de réalisation de leur prochaine inspection périodique : en ramenant à 40 mois la périodicité applicable via le CTP 2007, l'échéance de réalisation des IP était donc à mars 2023.

Pour la réalisation des inspections périodiques en retard d'échéance, l'exploitant a indiqué à la DREAL après la visite que ces visites seraient réalisées fin-octobre 2023. Par message électronique du 25/09/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande associé à la prestation des inspections périodiques des 87 équipements concernés.

L'Inspection considère la réalisation de ces inspections périodiques comme certaine et avec une échéance temporelle fixée (fin octobre 2023 au plus tard). Par ailleurs, au vu des délais de remise en conformité annoncés par l'exploitant, la proposition d'un arrêté de mise en demeure n'est pas pertinente, car un tel arrêté ne serait pas plus contraignant en matière de délais. L'Inspection propose donc le Fait Susceptible de Suites ci-dessous pour que l'exploitant procède au plus vite aux Inspections périodiques des équipements concernés et transmette les justificatifs idoines.

Observations :

Fait Susceptible de Suites n°2 : Pour les 87 équipements sous pression concernés par l'application du CTP n°152-01, la périodicité maximale d'inspection périodique reste encore de 40 mois jusqu'à leur prochain contrôle réglementaire (art. 6 de la décision BSERR n°20-011 du 10/03/2020). Ces équipements ayant fait l'objet d'une requalification périodique entre le 12 et le 14/11/2019, la réalisation de leur inspection périodique aurait dû intervenir avant le 14/03/2023. L'exploitant procédera à la remise en conformité de ces équipements quant à leur inspection périodique et transmettra à l'Inspection sous 1 mois (à compter de la réception du présent rapport) les comptes-rendus correspondants (par voie électronique).

Fait Susceptible de Suites n°3 : Après prise en compte de la réalisation des inspections périodiques des 87 ESP concernés par l'application du Cahier Technique Professionnel n°152-01, l'exploitant transmettra la mise à jour de sa liste d'équipements requise par l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Cette transmission interviendra au plus tard 15 jours après l'envoi des comptes-rendus d'inspections périodiques en réponse au Fait Susceptible de Suites n°2 (cf. ci-dessus).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Périodicité des inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I

Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'échéance d'inspection périodique

Prescription contrôlée :

L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

<p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois. Pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Après prise en compte de la réalisation de l'inspection périodique du groupe froid Chiller en juin 2023, la liste d'équipements mise à jour (retransmise après la présente visite DREAL) ne faisait apparaître aucun dépassement d'échéance de réalisation d'inspections périodiques.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant a considéré une périodicité maximale de réalisation d'inspection périodique incorrecte pour les 87 ESP suivis avec plan d'inspection en application du CTP n°152-01 (48 mois à la place des 40 mois encore applicables à travers la version de 2007 du CTP). L'échéance de réalisation des inspections périodiques étant à ramener au 14/03/2023, ces équipements étaient donc en dépassement d'échéance de réalisation de leur inspection périodique au jour de la présente visite DREAL (14/09/2023). Cette non-conformité est traitée via les Faits-Susceptibles de Suites numéros 2 et 3 au point de contrôle ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Périodicité des requalifications périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'échéance de Requalification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; • trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles – exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Comme indiqué ci-dessus, les périodicités des requalifications périodiques sont de 12 ans pour les 3 ISV suivis avec plans d'inspection en application du CTP n°152-02 et pour le groupe froid suivi avec plan d'inspection en application du CTP USNEF.

Les autres équipements ont des périodicités de requalification périodiques de 10 ans.

La liste d'équipements de l'exploitant mise à jour le 06/06/2023 ne fait apparaître aucun dépassement d'échéance de réalisation de requalifications périodiques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dossiers d'équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de dossiers d'équipements

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. (...)

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; (...)

Constats :

Par la suite, l'équipe d'inspection a contrôlé par sondage les dossiers de 2 équipements soumis à suivi en service.

Ces 2 équipements sont le réservoir SuperHeater E111 (boîte froide) et la tuyauterie de K213C vers E252.

Les caractéristiques de ces équipements sont données ci-dessous :

Récepteur SuperHeater E111 (ESP n°1) :

- n° de fabrication JM/AP/71340-1974-A de marque Marston Excelsior ;
- Ps = 7,59 bar et V = 190 L ;
- Plage de température de service = [-196°C à +66 °C] ;
- Mis en service en 1974 ;
- Non calorifugé, en alliage d'aluminium (épaisseurs mini comprises entre 6 et 8 mm selon les zones) ;
- Protégé par la soupape n°SV33 (tarée à 7,59 bar) ;
- Suivi avec plan d'inspection par application du CTP n°152-01 A (« boîte froide ») : PI réf. Boîte froide C101 HP C102 BP 2021 révision 1 du 14/09/2020. Ce PI est encore non approuvé, car l'élaboration d'un PI n'était pas encore obligatoire lors du précédent contrôle réglementaire. Ce PI sera approuvé par l'Organisme Habilité lors du prochain contrôle fin octobre 2023 ;
- Le plan d'Inspection dans sa version actuelle prévoit des périodicités d'IP à 48 mois et de RP à 10 ans. Dans le PI mis à jour, la périodicité d'IP passera à 5 ans. Le PI reprend les dispositions du CTP, à savoir la dispense d'épreuve hydraulique lors des RP, et la dispense de visite interne lors des visites (IP/RP). La visite consiste principalement à examiner visuellement le revêtement externe pour identifier des ponts thermiques et à vérifier les accessoires de sécurité.

Tuyauterie de K213C vers E252 (ESP n°2) :

- n° de fabrication K9845 2F 4 de constructeur Air Products ;
- Ps = 60 bar et Dn = 300 mm (au max – *plusieurs tronçons avec Dn différents*) ;
- Mise en service en 1991 ;
- Calorifugée avec de la laine de verre ;
- Protégé par la soupape n°PSV985 (tarée à 60 bar) ;
- Suivie avec programme de contrôle réf. PCT 3/017 rév. 1 du 17/11/2020, validé par l'ASAP le 17/11/2020 ;
- La périodicité des IP est à 5 ans et celle des RP à 10 ans. Le programme de contrôle prévoit des contrôles visuels et des mesures d'épaisseurs lors des visites. Les zones à contrôler sont repérées par des plans ISO. L'exploitant a prévu de compléter son programme de contrôle avec des photos pour localiser plus facilement les points de contrôle.

<p>En salle, et pour les 2 équipements, l'exploitant a pu présenter les plans (version papier pour l'ESP n°1, version électronique pour l'ESP n°2) et les registres (pas de modification ou de réparation depuis la mise en service).</p> <p>De plus, les états descriptifs des équipements étaient disponibles dans le logiciel de suivi des équipements sous pression de l'exploitant (INSPEC). En particulier, l'ESP n°1 dispose d'un état descriptif d'origine, daté du 27/01/1973.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : ESP n°1 : CR d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, ESP n°1 : CR d'IP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. (...)</p> <p>II. – Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. (...)</p> <p>VI. – Lorsqu'elle n'est pas définie dans un guide approuvé, la période maximale entre les inspections périodiques est laissée à l'initiative de l'exploitant sans être supérieure aux périodes maximales mentionnées au V.</p> <p>L'inspection périodique comporte <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification extérieure après le cas échéant dépose des dispositifs d'isolation thermique, sauf dispositions particulières prévues par les cahiers techniques professionnels listés en annexe 2, ou phoniques des zones portées dans le plan d'inspection avec mise en œuvre de contrôles adaptés aux modes de dégradation, aux emplacements retenus dans le plan d'inspection ; - une vérification des accessoires de sécurité ; - l'inspection des accessoires sous pression selon des dispositions comparables à celles des équipements auxquels ils sont attachés (générateur, récipient, tuyauterie) ou spécifiques à la famille d'accessoires. <p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle réglementaire de l'ESP n°1 était la requalification de 2019 (cf. ci-après). L'exploitant a présenté le compte-rendu de l'inspection périodique qui précède cette requalification : il s'agit du Rapport ASAP n°250623 du 12/12/2017.</p> <p>L'Organisme Habilité a prononcé l'Inspection Périodique de façon satisfaisante sans réserve.</p> <p>L'équipe d'inspection n'a pas relevé d'incohérence dans le document présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : ESP n°1 : PV de Requalification Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, ESP n°1 : PV de RP

Prescription contrôlée :

I. – Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles. (...)

II. – Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. (...)

a) La requalification périodique de l'équipement est l'opération qui permet de s'assurer que les opérations de contrôle prévues par le plan d'inspection ont été mises en œuvre. Elle intègre notamment l'analyse des résultats de tous les contrôles et inspections effectués depuis la requalification périodique précédente, ou à défaut depuis les contrôles effectués, dans le cadre du présent arrêté, à la mise en service de l'équipement neuf ou après une modification importante. Elle permet de vérifier que les actions de surveillance prévues par ce plan ont été correctement mises en œuvre et de remédier aux erreurs manifestes d'application des guides professionnels mentionnés au IV du présent article. La requalification périodique est effectuée par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 36.

Constats :

Pour l'ESP n°1, l'exploitant a présenté le PV de Requalification périodique réf. ASAP n°283510 du 13/11/2019.

L'exploitant a présenté également le certificat de retarage de la soupape n°21374-4/12 du 06/11/2019 par Presto Contrôle (Pression de tarage à 7,59 bar).

L'Organisme Habilité a prononcé la Requalification Périodique de façon satisfaisante sans réserve. Dans sa conclusion, l'Organisme Habilité a indiqué une échéance de prochain contrôle réglementaire au 13/03/2023, par application des dispositions du CTP n°152-01 version 2007 (périodicité maximale d'inspection périodique de 40 mois).

Au jour de la présente visite DREAL (14/09/2023), l'équipement était donc en dépassement d'échéance de réalisation de son inspection périodique (qui devait intervenir au plus tard au 13/03/2023 – cf. ci-dessus). Cette non-conformité est traitée par le Fait Susceptible de Suites numéro 2 au point de contrôle n°9 ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III
Thème(s) : Risques accidentels, ESP n°2 : CR d'IP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. – Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p> <p>Constats :</p> <p>Pour l'ESP n°2 (tuyauterie), l'exploitant a présenté le compte-rendu de l'inspection périodique réf. Rapport ASAP n°303581 du 18/11/2020.</p> <p>Conformément au programme de contrôle, la visite de l'équipement a comporté des mesures d'épaisseur en 7 points. Pour les points n°2 et 4 situés dans des coudes, les épaisseurs mesurées étaient respectivement de 9,5 mm et 8,6 mm, c'est-à-dire inférieures à l'épaisseur minimale de 9,53 mm indiquée dans le rapport de contrôle pour ces 2 points.</p> <p>L'Organisme Habilité a pourtant prononcé l'Inspection Périodique de façon satisfaisante sans réserve.</p> <p>En séance, l'équipe d'inspection et les représentants de l'exploitant ont échangé sur les épaisseurs mesurées aux points n°2 et 4 du programme de contrôle. Les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs de référence indiquées dans le compte-rendu.</p> <p>A la fois les Inspecteurs et les représentants de l'exploitant se sont étonnés des valeurs minimales d'épaisseurs prises en référence, ainsi que de la variabilité des valeurs mesurées.</p> <p><i>A posteriori</i>, l'exploitant a fait réaliser de nouvelles mesures d'épaisseur sur la tuyauterie aux points identifiés dans le programme de contrôles. L'exploitant a également mené des recherches pour retrouver les valeurs correspondant aux épaisseurs nominales et aux surépaisseurs de corrosion.</p> <p>Par message électronique du 02/10/2023, l'exploitant a indiqué que les épaisseurs minimales à considérer sont de 8,23 mm au point n°2 et de 6,93 mm au point n°4 (surépaisseur de corrosion déduite). L'exploitant a transmis les certificats matières justifiant de ces valeurs.</p> <p>De plus, les nouvelles mesures d'épaisseurs (réalisées en 2023 – CR transmis à l'Inspection) ont montré des valeurs cohérentes avec celles mesurées par l'Organisme Habilité en 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point n°2 : épaisseur mini mesurée en 2023 = 9,68 mm - Point n°4 : épaisseur mini mesurée en 2023 = 8,44 mm. <p>Ces valeurs sont supérieures aux valeurs de référence rappelées ci-dessus. Il s'agissait donc d'une erreur sur les valeurs de référence (épaisseurs minimales) prises en compte dans le compte-rendu d'inspection périodique de l'équipement (IP du 18/11/2020).</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation n°4 : L'Inspection demande à l'exploitant d'informer l'Organisme Habilité ayant réalisé l'Inspection Périodique de la tuyauterie n°3/017 le 18/11/2020 de l'anomalie relevée dans son compte-rendu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017
Thème(s) : Risques accidentels, ESP n°2 : PV de RP
Prescription contrôlée : <p>I. – La requalification périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.</p> <p>II. – La requalification périodique d'un équipement comprend, dans cet ordre, sauf dispositions contraires dans un cahier technique professionnel ou dans les décisions mentionnées aux annexes 1 et 3 :</p> <ul style="list-style-type: none">- une vérification de l'existence et de l'exactitude des documents prévus à l'article 6 ;- une inspection ;- une épreuve hydraulique ;- la vérification des accessoires et dispositifs mentionnés au I du présent article. <p>Les accessoires de sécurité sont vérifiés selon les modalités fixées à l'article 22.</p> <p>Toutefois, sont dispensés d'épreuve hydraulique les équipements néo-soumis, les tuyauteries et leurs accessoires de sécurité et accessoires sous pression ainsi que les récipients contenant des fluides autres que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée dont la pression maximale admissible est au plus égale à 4 bar.</p> <p>Dans le cas des tuyauteries, l'inspection peut être limitée à un examen visuel de zones particulières identifiées dans le programme de contrôle défini au III de l'article 15 du présent arrêté, sous réserve que ce dernier, éventuellement complété par d'autres vérifications, ait été approuvé par l'organisme habilité cité à l'article 34 du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Pour l'ESP n°2, l'exploitant a présenté le PV de Requalification périodique réf. ASAP n°213890 du 18/05/2016.</p> <p>L'Organisme Habilité a prononcé la Requalification Périodique de façon satisfaisante sans réserve. L'équipe d'inspection n'a pas relevé d'incohérence dans le document présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet